

4 septembre 2025 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Réunion de la coalition des volontaires.

Emmanuel MACRON

Messieurs les ministres,  
Messieurs les ambassadeurs,  
Mesdames et messieurs,

Je suis très heureux une nouvelle fois d'accueillir à Paris le Président Volodymyr Zelensky pour une riche séquence qui a débuté hier soir avec un entretien bilatéral approfondi et s'est poursuivi ce matin avec une nouvelle réunion de la coalition des volontaires que nous avons co-présidée avec le Premier ministre Keir Starmer et à l'issue de laquelle nous avons eu un nouvel échange avec le Président Donald Trump. Notre objectif est simple, d'abord de souligner que, comme j'avais pu le dire à la Maison Blanche le 18 août dernier, le camp de la paix est à Washington, à Kiev, et dans toutes les capitales d'Europe, et chez tous les alliés de cette coalition des volontaires.

Nous sommes 35 aujourd'hui autour de cette table. Ce sont ceux qui ont réagi à la guerre d'agression russe et ce sont ceux qui veulent aujourd'hui une paix juste et durable. Et rappelons obstinément les faits qui sont têtus. C'est la Russie seule qui a choisi la guerre en 2022, comme elle l'avait fait en 2008 en Géorgie, comme elle l'avait fait en 2014 en Crimée et dans le Donbass. C'est la Russie seule qui choisit aujourd'hui de la poursuivre et même de l'intensifier avec le consentement parfois plus que tacite de beaucoup de partenaires.

L'Ukraine, elle, n'a pas choisi la guerre. Elle a aussi accepté la proposition du Président Trump d'un cessez-le-feu inconditionnel dès le 11 mars dernier à Riyad. Depuis, la Russie n'a eu de cesse de multiplier les faux semblants, les fausses ouvertures, les manœuvres dilatoires en essayant de gagner du temps, en s'accrochant aux mêmes éléments de langage éculés, aux mêmes objectifs révisionnistes, impérialistes, cherchant à limiter la souveraineté de ses voisins.

La Russie n'a pas fait que tenter de gagner du temps, elle s'est aussi accrochée à cette volonté de guerre permanente en intensifiant ses attaques contre les civils en Ukraine, comme ces derniers jours et ces dernières semaines l'ont montré, avec des bilans très lourds et inacceptables, en continuant de lancer ses troupes et celles supplétives d'un pays qui est au ban de la communauté internationale pour gagner quelques kilomètres carrés supplémentaires au prix de pertes inouïes. On ne connaît pas le bilan précis de cette guerre, mais on sait que la Russie a perdu dans son dessein plus d'un million de soldats, tués ou blessés pour conquérir moins d'un pour cent du territoire ukrainien depuis novembre 2022. Ajouté à cela, la Russie, évidemment, n'a pas le droit avec elle.

L'objectif de ce sommet et de la réunion d'hier était de mettre les facteurs de la négociation dans le bon ordre. Le problème, je viens de le rappeler, c'est Moscou et cette guerre d'agression. En exigeant au préalable à toute discussion de paix le retrait des armées ukrainiennes d'un territoire à peu près équivalent à celui qui a coûté près de 250 000 morts et un million de soldats hors de combat à la Russie, elle formule évidemment une idée qui est illégale, immorale et impossible.

Ce que nous défendons depuis le début est que la discussion n'est envisageable que si de très fortes garanties de sécurité sont offertes, aux Ukrainiens et que si celles-ci sont la condition pour accompagner un cessez-le-feu ou un accord de paix ou un armistice. Je veux le dire ici aujourd'hui, après les engagements qui ont été pris à Washington à la mi-août par les Européens qui étaient présents, puis engageant toute la coalition des volontaires, nos chefs d'État-major des armées et nos ministres de la Défense ont mené un travail extrêmement intense, en coordination étroite avec les Américains et l'OTAN.

Je peux vous dire aujourd'hui que nous sommes prêts. Cette coalition des volontaires, qui s'est établie le 17 février de cette année ici même à Paris, venant poursuivre d'ailleurs ce que nous avons ouvert dans nos travaux de février 2024 ici même, cette coalition des volontaires, qui est une coalition de paix, a aujourd'hui, en effet, mis sur la table et clarifié avec un engagement militaire et politique la contribution des 35 membres afin, justement, d'apporter ces garanties de paix et de sécurité à l'Ukraine. Celles-ci visent d'abord à ce que, dans la négociation, il n'y ait aucune limitation de format ou de capacité pour l'armée ukrainienne. C'est ce que nous défendons, ce que nous défendrons jusqu'au bout. Nous nous sommes donc mis en capacité d'apporter les moyens d'une régénération de l'armée ukrainienne pour qu'elle puisse non seulement résister à toute nouvelle attaque, mais dissuader la Russie de toute nouvelle agression. C'est le premier pilier des garanties de sécurité, le plus important, le plus indispensable, et donc nous avons rassemblé les contributions de tous les pays.

Le deuxième élément de ces garanties de paix et de sécurité, c'est ce qu'on a appelé les forces de réassurance. En effet, nous avons aujourd'hui 26 pays qui, formellement, se sont engagés, plusieurs autres encore à renforcer leur position, mais 26 pays qui se sont engagés à déployer comme force de réassurance des troupes en Ukraine ou à être présents sur le sol, en mer ou dans les airs pour apporter cette réassurance au territoire ukrainien et à l'Ukraine le jour d'après le cessez-le-feu ou la paix. Cette force n'a pas pour volonté ou pour objectif de mener quelques guerres contre la Russie, mais c'est une force qui doit garantir la paix et apporter très clairement un signalement stratégique. Elle se déploiera dans le cadre d'un cessez-le-feu, pas sur la ligne de front, mais dans des géographies qui sont en train d'être définies, mais elle vise à prévenir toute nouvelle agression majeure et à impliquer les 26 États très clairement dans la sécurité durable de l'Ukraine.

Nous avons, à l'issue de ce sommet, décidé de lancer maintenant les travaux politiques et juridiques pour décliner ces garanties de sécurité, l'ensemble des pays de la coalition avec l'Ukraine.

Nous avons ensuite tenu un appel avec le Président Trump où nous avons pu établir tout cela. Les conclusions de cet appel sont simples. Dans les prochains jours, nous allons finaliser le soutien américain à ces garanties de sécurité. Les États-Unis, comme je l'ai dit, ont été impliqués dans toutes les étapes du processus, et je veux remercier, évidemment, que ce soient les militaires ou les civils et responsables politiques qui ont mené ces travaux. Et donc nous finaliserons dans les prochains jours le soutien américain, mais il a été clair maintenant que l'ensemble des membres de la coalition des volontaires, européens, mais aussi asiatiques, membres du Pacifique ou canadiens, ont pris leurs responsabilités. La deuxième chose, c'est que nous avons aussi décidé de coordonner nos actions en matière de sanctions primaires et secondaires pour être plus efficaces et arrêter l'effort de guerre russe. Et c'est le fruit de la discussion que nous avons également conduite avec le président Trump à l'instant. Maintenant, les prochaines étapes sont simples. Il y aura des contacts à nouveau entre Américains et Russes, et nous sommes tous avec une volonté claire, c'est que les rendez-vous qui ont été décidés sur lesquels les Russes se sont engagés il y a plusieurs semaines deviennent une réalité, le sommet bilatéral physique entre les deux présidents et le sommet trilatéral et quadrilatéral que nous appelons de nos vœux. Si la Russie continue de refuser les discussions de paix concrètes, ce qui est la seule conclusion qu'on peut tenir de ces choix et des options répétées depuis le mois de mars dernier, alors nous prendrons des sanctions additionnelles en lien avec les États-Unis d'Amérique et apporterons des réponses claires à ce refus d'avancer. C'est aussi ce que le Président Trump a exprimé tout à l'heure à l'occasion de cet appel.

Notre objectif, parce que nous avons toujours été du côté du droit, d'une vraie paix, c'est-à-dire d'une paix juste et durable, c'est que l'Ukraine soit rétablie dans ses droits, qu'il n'y ait pas de prime à l'agression et que la violation du droit international ne puisse être ni consacrée ni acceptée. Il en va du respect du droit international, de la sécurité de l'Ukraine, mais également de notre sécurité à tous. Je le redis ici avec beaucoup de clarté. Je veux remercier les chefs d'État et de gouvernement qui étaient présents aujourd'hui à Paris, mais aussi toutes celles et ceux qui se sont joint à ces efforts, ainsi que la présidente de la Commission européenne, le président du Conseil européen et le secrétaire général de l'OTAN qui étaient avec nous.

Je veux ici aussi rappeler que les garanties de sécurité que nous avons finalisées à l'occasion de ce sommet et endossées politiquement sont très clairement compatibles avec toutes les planifications de l'OTAN et la sécurité du flanc est de notre organisation. Elles ne viennent pas en soustraction de celles-ci, et ceci a été rendu clair pour l'ensemble des membres. Voilà, vous l'avez compris, les prochains jours permettront donc de finaliser ces travaux sur les sanctions d'une part, sur le soutien américain d'autre part, mais ils doivent aussi conduire à accroître la pression sur la Russie pour qu'elles viennent autour de la table enfin mener ces discussions de paix. Cher Volodymyr, Président, la parole est à vous.

(Expression de M. Volodymyr Zelensky)

Journaliste

Ma question s'adresse aux deux présidents. Au fond, c'est quoi le format ? Dans quels documents sont formalisés ces garanties de sécurité qui engagent l'Europe ? Est-ce que ce document doit être signé par tous les pays ? Est-ce que ces documents seront ratifiés par les parlements nationaux de chaque pays membre ? Et comment fixer dans la durée les engagements ? Et aujourd'hui, quand Poutine renforce les attaques contre l'Ukraine et quand nous préparons également le pays pour un nouvel hiver, quelles sont les nouvelles solutions ? Est-ce qu'on peut espérer de nouvelles solutions ? Est-ce qu'on peut espérer un soutien renforcé ?

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup.

Pour votre deuxième question, je vais commencer par là. Vous avez raison de dire qu'il y a une intensification des attaques russes et qu'elles impliquent de monter et d'accélérer le soutien à la résistance ukrainienne. Nous en avons d'ailleurs longuement parlé hier pour ce qui est de l'aide bilatérale, une accélération des livraisons, des formations aussi, des solutions de financement avec nos partenaires clés pour pouvoir soutenir l'effort de guerre ukrainien. Je veux insister sur le point aussi de l'accélération des productions, en particulier de drones sur le sol ukrainien. Il y a eu une transformation remarquable ces dernières années, et c'est la capacité d'Ukraine à produire ces armes.

Nous sommes en train aujourd'hui aussi de transférer beaucoup de capacités de production. Aujourd'hui, je parle sur le contrôle du président, mais environ 60 % des armes qui sont utilisées aujourd'hui sur terrain de bataille sont produites en Ukraine, avec des coopérations, des aides des alliés, mais c'est extrêmement considérable et c'est ça aussi qu'on veut intensifier. Donc ça, c'est le premier élément pour répondre à votre deuxième question.

Pour la formalisation des garanties de sécurité, d'abord, je vous rappelle d'où nous partons. En février 2024, dans cette même salle, nous concluons un sommet où j'avais cherché à remettre de l'ambiguïté stratégique dans le conflit. Nous étions deux à dire que peut-être on serait prêts un jour à mettre des troupes sur le terrain. Il y avait la Lituanie et la France. Deux. Et je rappelle que l'atmosphère était assez négative. Au moment où je vous parle, le président l'a rappelé, vous avez une vingtaine de pays qui ont confirmé leur volonté de mettre des troupes sur le terrain, d'avoir un soutien sur l'espace aérien ukrainien, dans l'espace maritime ukrainien et donc d'être impliqués dans des forces de réassurance. C'est considérable et donc c'est une avancée qui s'est cristallisée ces derniers mois. La formalisation se fera dans les prochaines semaines. Elle aura à se consolider, mais d'ores et déjà, elle est formalisée pour ce qui est de l'effet utile. Ce ne sont pas des déclarations d'intention. Quand le Président Zelensky vous dit : 26 pays. C'est 26 pays qui ont formalisé très précisément leurs contributions. Et donc, le document que nous avons aujourd'hui, c'est un document de planification militaire où ces 26 chefs d'État-major, puis ministres de la Défense et chefs d'État et de gouvernement ont confirmé ce qu'ils étaient prêts à faire. Chacun dans leur capacité, on est en complémentarité.

Maintenant, on va continuer ce travail. On va maintenant, dans les tout prochains jours, le finaliser avec les États-Unis pour avoir la précision sur les soutiens qu'ils sont prêts à apporter, du monitoring du cessez-le-feu, jusqu'à toutes ces lignes-là, aux sécurités. Et derrière, ensuite, nous aurons, en effet, à formaliser des textes politiques, c'est-à-dire préparer un accord de paix durable, et avoir sans doute un accord multilatéral ou une série d'accords bilatéraux de soutien. Je vous rappelle que nous avons, il y a plusieurs mois, signé déjà des accords bilatéraux à plusieurs en marge d'un sommet de l'OTAN, indiquant nos engagements. Donc il y a déjà eu des engagements de solidarité et de soutien. La force de ce qu'on fait là, c'est que ça va beaucoup plus loin. C'est une planification militaire qui donne le détail des contributions que nous sommes prêts à apporter pour le format d'armée ukrainienne et sur nos forces de réassurance, voilà. C'est déjà une formalisation opérationnelle. Maintenant, on va travailler sur la formalisation juridique et politique qui va s'articuler avec un traité de paix durable.

Journaliste

Monsieur le Président, vous venez donc d'acter ces grandes lignes des forces de réassurance sur la mer, sur terre, dans les airs. Pourquoi est-ce que vous n'arrivez pas aujourd'hui à donner les effectifs qui seront mobilisés ? Par exemple côté français, combien d'hommes et de femmes et avec quelle mission très concrètement ?

Et puis on l'a entendu des déclarations des autres pays. Beaucoup de vos partenaires attendaient le filet américain pour s'engager. On a l'impression en vous entendant qu'il n'y a pas eu beaucoup de bouger par rapport aux déclarations du 18 août dernier. Quel engagement concret le président Trump a-t-il pris avec vous il y a quelques minutes ?

Et puis Monsieur le président Zelensky, on a dépassé cette date du 1er septembre. Jugez-vous encore qu'une rencontre avec Vladimir Poutine et vous est encore possible ? Si oui, quel lieu proposez-vous ?

Emmanuel MACRON

D'abord, merci beaucoup pour votre question, et je vais ici d'abord vous dire que les États-Unis d'Amérique ont été très clairs, et ils ont été très clairs dès notre rendez-vous de Washington, et ça a été réitéré là. C'est aussi pour cela qu'ils ont participé à tout le travail des dernières semaines sur leur soutien et leur volonté de faire partie des garanties de sécurité. Donc il n'y a pas de doute sur ce sujet. Ça a été dit, y compris publiquement par le président Trump. Ça a été réitéré par le secrétaire d'État à la Défense lors des rendez-vous ad hoc et par tous. Maintenant, c'est le travail de planification qui va être finalisé avec les États-Unis dans le cadre de ce que je viens de vous dire.

Deuxième élément de réponse que je voulais apporter à votre question, c'est que je ne vais pas vous donner le détail ici, parce que nous n'avons aucune volonté de nous découvrir. Ce qui est important, c'est que dans le format, et nous ne l'avons même pas partagé entre nous tout à l'heure, nous l'avions tous sous les yeux, parce que nos chefs d'État-major, nos ministres de la Défense, dans des formats très sécurisés l'ont fait. Pourquoi ? Parce que c'est notre ligne de défense aujourd'hui et celle de l'Ukraine. Et donc nous n'allons pas révéler le détail de notre organisation à la Russie. Demandez plutôt à Monsieur Poutine les troupes qu'il est en train de masser à la frontière ou ce qu'il est en train de mobiliser. Donc, je ne vous donnerai pas le détail, ce qui est important, c'est que nos chefs d'état-major l'ont, l'ont échangé et coordonné et que nous avons cette planification.

Donc, elle est là, et ce n'est pas juste une pétition de principe, c'est une planification robuste avec des moyens dans toutes les capacités qui sont prêtes à être déployées. Et c'est le cas pour les 26 États contributeurs qui ont déjà donné le détail. Voilà ce que je pouvais apporter.

Journaliste

Bonjour. Première question pour le président Zelensky. Vous avez déjà répondu en partie, mais je voudrais préciser, est-ce que pendant cette longue conversation avec Trump, est-ce qu'il a parlé des nouvelles deadlines pour Poutine ou est-ce qu'il s'agissait seulement de votre rencontre tête-à-tête avec Poutine qui était exprimée comme souhait par le président américain ou est-ce qu'il y avait d'autres formats envisagés possibles ? Et vous avez parlé de la composante politique des garanties. Est-ce qu'il s'agit ici de notre membership au sein de l'Union européenne ou il s'agit de plus ?

Pour le président français. Je voudrais savoir, ça, c'est ma deuxième question, sur le cessez-le-feu de l'accord de paix. Auparavant, vous avez dit que les Européennes sont prêtes à apporter des garanties de sécurité dès que le cessez-le-feu sera instauré. Mais hier, vous avez affirmé que ces garanties commenceraient dès la conclusion de l'accord de paix. Donc pourriez-vous nous préciser, le cessez-le-feu, désormais, fait partie intégrante de l'accord de paix ou comment ?

Emmanuel MACRON

Merci pour votre question et cette clarification. Nous avons toujours dit que pour qu'un cessez-le-feu conduise à une paix durable, il fallait des garanties de sécurité robustes. C'est ce que nous faisons. Ensuite, nous avons vu d'ailleurs, ces derniers mois, les choses varier. La proposition d'un cessez-le-feu agréée par le Président Zelensky est une proposition américaine. Finalement refusée par le président Poutine, qui est au sommet d'Ankara, il a dit : "je ne veux plus de cessez-le-feu, que je veux maintenant un accord de paix". En vérité, quelle que soit la forme, cessez-le-feu, armistice, traité de paix, le jour où le conflit s'arrête, les garanties de sécurité se déploient. Et nous les avons conçues de cette manière. Voilà.

Journaliste

Bonjour, Monsieur le Président. Bonjour, Monsieur le Président Zelensky. Petite précision juste d'abord sur ces 26 pays dont vous parlez. Est-ce que vous pouvez juste nous préciser si ça inclut l'Allemagne, l'Italie, la Pologne, qui étaient particulièrement réticents à cette idée d'envoi de troupes ? Concernant les sanctions, cette fois-ci, pour tous les deux, vous parlez de sanctions coordonnées avec les États-Unis, potentiellement à l'issue si ça n'aboutit pas dans les prochaines semaines. De quoi est-ce qu'on parle précisément ? La Maison-Blanche affirmerait, si vous pouvez nous confirmer, que Donald Trump vous aurait demandé pendant cet appel à tous les dirigeants européens de cesser, je cite, d'acheter du pétrole russe et aussi qu'il a souligné que les dirigeants européens devaient exercer une pression économique sur la Chine, je cite toujours, pour financer les efforts de guerre de la Russie. Est-ce que vous pouvez nous le confirmer et quelle a été votre réponse ?

Et un tout dernier point rapide, évidemment, je vous pose la question, Monsieur le Président, en cette période d'instabilité politique en France, quel est le message que vous passez ? On voit bien que le contexte international est très complexe, à l'approche d'une semaine à très haut risque, et on pense à François BAYROU, dont les jours sont comptés.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. D'abord, les contributions. Les trois pays que vous avez évoqués font partie des 26 contributeurs qui ont défini des soutiens, soit pour la régénération de l'armée ukrainienne, soit pour la sécurité sur son sol, dans ses airs, en mer, et donc, font partie de ceux qui ont donné leurs contributions. Et nous avons chacun, après nos modalités d'intervention, les uns déployant des troupes sur le terrain, les autres restant dans des pays membres de l'OTAN ou mettant à disposition leur base.

Je ne vais pas, comme je l'ai dit, détailler les contributions, mais tous les pays que vous avez évoqués sont des contributeurs importants à ces garanties de sécurité, ont donné leurs contributions, ont été extrêmement moteurs dans nos échanges. Sur les sanctions, il est tout à fait vrai que le Président Trump et l'administration américaine se sont émus, comme nous le faisons d'ailleurs depuis le début de ce conflit, des choix qui ont été faits par deux pays membres de l'Union européenne qui continuent d'acheter du pétrole russe, et je pense que c'est une bonne chose, parce que parfois, ces pays se sont défendus en arrivant de leur proximité avec cette nouvelle administration américaine. Et donc, l'alignement américano-européen ne sera que plus efficace pour cesser ces pratiques.

Ensuite, nous avons acté d'un travail conjoint pour regarder les sanctions primaires, c'est-à-dire directement sur l'économie russe, et secondaires, c'est-à-dire sur des pays qui soutiennent cette économie russe ou aident à contourner les sanctions pour que les choses soient efficaces. Et à ce titre, la Chine a été évoquée. Donc il y aura un travail qui sera conduit, qui est technique, qui s'inscrit simplement dans un cadre souverain. C'est que nous décidons pour nous-mêmes de ce que nous avons à faire et de ce que nous conduisons, et il continuera d'en être ainsi. Enfin, vous avez raison de dire que le contexte international en Ukraine, comme au Proche et Moyen-Orient, nous rappelle d'abord que la France est attendue, que nous avons beaucoup à faire, que le monde dans lequel nous vivons est instable. Et le sommet qui s'est tenu aussi à Shanghai ces derniers jours rappelle que la recomposition du monde change beaucoup de choses pour notre Europe.

Dans ce contexte, la France doit continuer d'avancer. Et c'est avec une volonté d'ambition, de responsabilité, de stabilité et de respect pour eux, diversité des formations politiques, que nous devons aborder tous ces débats. J'espère que c'est avec cet esprit et poursuivant ces principes que les jours et semaines à venir seront abordés, que c'est ceux qui manieront.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup, mesdames et messieurs, pour votre attention à vos questions. Et merci au président Zelensky pour sa présence à Paris.